

53^e Conférence annuelle DPI/ONG

La solidarité mondiale: **Le chemin vers la paix** **et la coopération internationale**

28-30 août 2000
Nations Unies, New York

Organisée par
le Département de l'information de l'ONU
en coopération avec
le Comité exécutif des organisations non gouvernementales
associées au Département de l'information

DÉPARTEMENT DE L'INFORMATION
DPI  **ONG**
ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Les organisateurs de la Conférence voudraient faire état de l'appui
généreux des contributeurs suivants :

CeleXx Corporation

Mission permanente de la Finlande auprès de l'Organisation des Nations Unies

World Family Organization

Message du Secrétaire général

Je suis très heureux que la Conférence DPI/ONG de cette année, intitulée «Solidarité mondiale : le chemin vers la paix et la coopération internationale», soit axée sur des questions qui sont au cœur d'une période cruciale pour l'Organisation des Nations Unies. Cette année du millénaire nous a déjà donné plusieurs occasions de consolider les partenariats nécessaires pour accomplir la mission de l'ONU, aujourd'hui et dans les années à venir. Au mois d'avril, j'ai soumis à l'Assemblée générale mon rapport du millénaire qui a pour titre « Nous, les peuples : le rôle des Nations Unies au XXI^e siècle », dans lequel je décris ma vision de l'avenir de l'Organisation. Comme beaucoup de lecteurs l'ont remarqué, ce titre prête à la société civile un rôle central dans notre avenir. C'est là, en effet, j'en suis convaincu, la direction que nous devons prendre.

Au mois de mai, le Forum du millénaire a réuni pendant cinq jours des représentants de la société civile au Siège de l'ONU. La Déclaration et le Programme d'action qui ont été adoptés ont confirmé que nous partageons la même vision, notamment avec la communauté des organisations non gouvernementales (ONG), dont plus de 3 000 travaillent en étroite liaison avec nous au Siège, ainsi qu'avec l'ensemble du système des Nations Unies. J'espère que pendant l'Assemblée du millénaire, qui s'ouvrira en septembre, les Etats Membres examineront attentivement les nombreuses recommandations constructives faites par le Forum.

La cinquante-troisième Conférence annuelle DPI/ONG, qui fait partie intégrante du processus du millénaire, jette un pont entre les grandes réunions d'ONG des deux dernières années et le Sommet du millénaire, qui réunira les chefs d'Etat et de gouvernement. Dans le programme qui suit, vous verrez que la Conférence poursuivra le débat actif et souvent brûlant sur le rôle que les organisations de la société civile—et le secteur privé—peuvent jouer dans les processus de décision au niveau international.

Tout au long de ces dernières années, j'ai fait savoir clairement, au nom de l'ONU, que nous souhaitons forger de nouveaux partenariats avec la société civile et le secteur privé. Ces propositions constituent un défi majeur pour les Etats Membres comme pour les ONG. En outre, l'intégration de ces nouveaux partenaires dans notre travail soulève des préoccupations nombreuses et légitimes. Nous avons maintenant dépassé le stade des simples promesses de partenariat pour aborder le terrain nettement plus ardu de la mise en œuvre. Mais il ne fait aucun doute dans mon esprit que la société civile peut faire toute la différence dans le succès de nos efforts.

La Conférence DPI/ONG de cette année nous fera certainement avancer dans ce processus permanent de consultation et de compréhension mutuelle. Je vous souhaite à tous des délibérations fructueuses.



Kofi A. Annan
Nations Unies

53^e Conférence annuelle DPI/ONG

La solidarité mondiale : Le chemin vers la paix et la coopération internationale

28-30 août 2000

Siège de l'Organisation des Nations Unies, New York

Le thème de la Conférence, cette année, « Solidarité mondiale : le chemin vers la paix et la coopération internationale », donnera l'occasion aux représentants des organisations non gouvernementales, du système des Nations Unies et des gouvernements d'explorer les moyens par lesquels la société civile peut travailler avec l'Organisation des Nations Unies et les gouvernements pour mettre en œuvre les plans qui ont été arrêtés au cours des grandes conférences des Nations Unies et des organisations non gouvernementales organisées pendant les années 90.

Les conférences mondiales organisées par l'Organisation des Nations Unies au cours des années 90 ont négocié un ensemble de plans d'action remarquablement cohérents pour assurer le développement durable pour tous les peuples au cours des décennies à venir. Parallèlement, la multiplication des organisations non gouvernementales, stimulée en partie par le processus de mondialisation à multiples facettes, a permis d'organiser, au cours des cinq dernières années, de puissantes campagnes de la société civile. Celles-ci ont notamment porté sur l'interdiction des mines terrestres, la création d'une Cour pénale internationale, l'annulation de la dette écrasante de certains pays et la rectification des aspects négatifs de l'architecture financière mondiale actuelle. La Conférence se penchera sur les campagnes en cours et explorera de nouveaux domaines où des progrès pourront être accomplis. Qu'est-ce qui fait le succès d'une campagne ? Comment peut-on unifier les préoccupations intersectorielles ? Comment peut-on reproduire les expériences réussies d'un pays à l'autre ? Comment fixons-nous les priorités ? Quel type de relations de travail entre les organisations non gouvernementales, l'Organisation des Nations Unies et les gouvernements permettra d'assurer un succès durable ?

Outre les différentes déclarations liminaires et allocutions de clôture, la Conférence, qui durera trois jours, organisera cinq groupes de réflexion qui se réuniront en séances plénières, le matin et l'après-midi, et dont les travaux seront axés sur les meilleures pratiques, les enseignements tirés de l'expérience récente et l'identification de nouvelles campagnes organisées sur une base élargie et regroupant des questions multiples. Elle examinera également les nombreux moyens par lesquels la société civile peut participer au processus de décision, aux niveaux national et international, qui influent partout sur le bien-être des populations. Elle explorera aussi le rôle de la société civile dans la formulation et l'application des politiques, eu égard à l'augmentation des demandes d'intervention humanitaire dans les zones de conflit. Ces groupes de réflexion incluront des responsables des gouvernements et de l'Organisation des Nations Unies de haut niveau et des représentants de la société civile, y compris des organisations non gouvernementales, du secteur privé, du milieu universitaire et des médias.

La cinquante-troisième Conférence annuelle est organisée par le Département de l'information du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies en coopération avec le Comité exécutif des organisations non gouvernementales associées au Département de l'information.

Calendrier de la Conférence Lundi 28 août 2000

La séance d'ouverture aura lieu dans la salle de l'Assemblée générale. Toutes les séances suivantes se dérouleront dans la salle de conférence n° 4. Des séances de travail se tiendront tous les jours de 13 h 15 à 14 h 45 dans diverses salles de conférence.

8 heures–9 h 45

L'inscription des délégations se fera à la salle des pas perdus située à l'entrée des visiteurs du Siège de l'ONU (46^e rue et 1^{re} avenue).

Séance d'ouverture

10 heures–12 h 30

Salle de l'Assemblée générale

Déclaration de bienvenue :

Kensaku Hogen, secrétaire général adjoint à la communication et à l'information,
Organisation des Nations Unies

Allocutions :

Theo-Ben Gurirab, président de la cinquante-quatrième session de l'Assemblée générale
Kofi Annan, secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

Déclarations liminaires :

Hanna Suchocka, membre du Parlement, Pologne

Jaime Lerner, gouverneur de l'Etat de Paraná, Brésil

Hanan Ashrawi, secrétaire générale, Palestinian Initiative for the Promotion of Global
Dialogue and Democracy

Déclarations de bienvenue des ONG :

Elaine Valdov, présidente du Comité exécutif

Dianne Dillon-Ridgley, présidente du Comité de planification des organisations
non gouvernementales

Afaf Mahfouz, présidente de la Conférence des organisations non gouvernementales
dotées du statut consultatif

13 h 15–14 h 45

Séances de travail (heure du déjeuner) [voir calendrier des séances dans la version anglaise
aux pages 27 à 29]

Calendrier de la Conférence

Lundi 28 août 2000

Séance de l'après-midi

15 heures–17 h 30

Salle de conférence n° 4

Les années 90 : agir plutôt que promettre

Ce groupe de réflexion se penchera sur la mise en œuvre des plans d'action des grandes conférences des Nations Unies et des organisations non gouvernementales organisées au cours des années 90. Les tâches sont énormes, diverses et toutes liées entre elles. Il incombe à présent aux organisations non gouvernementales de suivre la mise en œuvre de ces plans d'action et de déterminer les moyens par lesquels elles peuvent travailler en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies et les gouvernements pour assurer le développement durable pour tous. Le groupe de réflexion discute de la façon dont les organisations non gouvernementales peuvent travailler dans le cadre de campagnes intersectorielles de la société civile pour mobiliser la volonté politique et les ressources financières nécessaires. Comment fixer les priorités pour ces campagnes et comment mener celles-ci ?

Animateur :

Anwarul Karim Chowdhury, représentant permanent du Bangladesh auprès de l'Organisation des Nations Unies

Intervenants :

Jacques Bugnicourt, secrétaire exécutif, Environnement et développement du tiers-monde (enda)

Nitin Desai, secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales,
Organisation des Nations Unies

Koichiro Matsuura, directeur général, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Ann Pettifor, directrice, Coalition jubilee 2000 Royaume-Uni (Jubilee 2000 Coalition UK)

Anne Walker, directrice, International Women's Tribune Centre

Questions (formulées par écrit)-réponses

Calendrier de la Conférence Mardi 29 août 2000

Réunion du Comité exécutif des organisations non gouvernementales associées au Département de l'information

9 heures–10 heures

Salle de conférence n° 4

Séance du matin

10 heures–12 h 30

Salle de conférence n° 4

La nouvelle diplomatie démocratique : la société civile en tant que partenaire de l'Organisation des Nations Unies et des gouvernements

Ce groupe de réflexion développe l'application concrète d'une nouvelle diplomatie démocratique, à savoir le partenariat pratique entre les gouvernements, l'Organisation des Nations Unies et la société civile pour négocier des changements sociaux propres à améliorer la condition humaine. Le succès dans ce domaine passe par une collaboration étroite entre ces trois acteurs. La nouvelle diplomatie démocratique reconnaît que, lorsque les gouvernements négocient seuls les problèmes et les conflits, les voix de la société civile sont rarement entendues et les résultats souhaités ne sont pas souvent obtenus. Au cours de ces dernières années, il a été démontré que les négociations internationales peuvent être grandement facilitées lorsqu'on y associe des partenaires de la société civile. Par exemple, l'avis consultatif sur l'illégalité des armes nucléaires prononcé par la Cour internationale de Justice résulte du fait que la société civile a porté la question des armes nucléaires au niveau des gouvernements. On a réussi à conclure la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel parce que des organisations de la société civile ont travaillé avec des gouvernements qui partagent la même opinion et avec l'Organisation des Nations Unies. C'est également la société civile qui s'est chargée de mobiliser la volonté politique ayant abouti à l'établissement du Statut de Rome sur la Cour pénale internationale.

Animateur :

Jayantha Dhanapala, secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement, Organisation des Nations Unies

Intervenants :

Alejandro Bendaña, directeur, Centre d'études internationales

Betty Murungi, membre, International Federation of Women Lawyers—Kenya Chapter

Indira Rosenthal, avocat-conseil, Human Rights Watch

Pierre Schori, représentant permanent de la Suède auprès de l'Organisation des Nations Unies

Questions (formulées par écrit)-réponses

13 h 15–14 h 45

Séances de travail (heure du déjeuner) [voir calendrier des séances dans la version anglaise aux pages 27 à 29]

Calendrier de la Conférence

Mardi 29 août 2000

Séance de l'après-midi

15 heures–17 h 30

Salle de conférence n° 4

Intervention humanitaire : rôle de la société civile

Ce groupe de réflexion se penchera sur la politique d'intervention humanitaire dans ses rapports avec les organisations non gouvernementales et leur interaction avec les organes de décision de la communauté internationale, en particulier l'Organisation des Nations Unies. En Iraq, au Kosovo et dans d'autres zones de conflit, la communauté internationale est intervenue militairement face à des menaces ou des situations de violations massives des droits de l'homme dans le contexte de la continuelle redéfinition de la souveraineté nationale. Autant les partisans que les opposants d'un tel droit d'intervention humanitaire offrent de solides arguments. D'aucuns reconnaissent que la société civile devrait jouer un plus grand rôle en matière d'alerte rapide et de diplomatie préventive pour éviter les violations massives des droits de l'homme et les interventions. Certains font valoir que, en cas d'intervention, la société civile doit jouer un plus grand rôle dans le processus de prise de décisions concernant l'intervention et ses conséquences. Le débat est axé sur les moyens de garantir que les décisions relatives à l'intervention humanitaire soient prises d'une manière homogène et transparente et de déterminer les moyens par lesquels les organisations non gouvernementales peuvent aider à assurer l'efficacité de ces mesures.

Animatrice :

Elisabeth Rehn, ancienne représentante du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine

Intervenants :

Holly Burkhalter, directrice de la sensibilisation, Médecins pour les droits de l'homme (Physicians for Human Rights)

Patricia Durrant, représentante permanente de la Jamaïque auprès de l'Organisation des Nations Unies

William Aurélien Eteki Mboumoua, président de la Croix-Rouge camerounaise

Hibaaq Osman, présidente, Centre des initiatives stratégiques pour les femmes (Centre for the Strategic Initiatives of Women)

Questions (formulées par écrit)-réponses

Réception (strictement sur invitation)

18 h 30–21 h 30

Réception organisée par le Comité exécutif des organisations non gouvernementales associées au Département de l'information et coparrainée par CeleXx Corporation et la mission permanente de la Finlande auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Lieu : Cipriani, 110 East 42^e rue (entre les avenues Lexington et Park)

Le secrétaire général M. Kofi Annan et Mme Nane Annan, vice-secrétaire générale Mme Louise Fréchette, le président de la 54^e session de l'Assemblée générale M. Theo-Ben Gurirab et le président désigné de la 55^e session de l'Assemblée générale M. Harri Holkeri font partie des personnalités spécialement invitées.

Calendrier de la Conférence Mercredi 30 août 2000

Mise à jour du résultat du Forum du millénaire

9 heures–10 heures

Techeste Ahderom, président, Forum du millénaire

Salle de conférence n° 4

Séance du matin :

10 heures–12 h 30

Salle de conférence n° 4

Les meilleures pratiques : promouvoir notre programme commun

Après maints tâtonnements, de nombreux programmes de développement et initiatives de la société civile ont produit les résultats souhaités : des progrès réels ont été accomplis sur la voie du développement durable et de la sécurité fondée sur le respect des droits de l'homme. Qu'est-ce qui est efficace ? Quels sont les éléments communs aux campagnes organisées sur les thèmes de l'élimination des mines terrestres ou de l'annulation de la dette ? Quels sont les facteurs qui contribuent au succès des négociations sur le réchauffement de la planète et d'autres questions de droit international ? Quels sont les éléments des politiques du développement qui entraînent des changements positifs axés sur les populations dans les zones rurales ? Quelles sont les politiques permettant aux sociétés multiethniques de surmonter les conflits fratricides ? Quelles sont les mesures qui permettent à un quartier d'avoir de l'eau potable ou à des agriculteurs de résoudre pacifiquement un différend foncier ? Qu'est-ce qui permet aux femmes de participer à la prise de décisions communautaire pour la première fois ? Quelles sont les meilleures pratiques du secteur privé qui ont été efficaces dans la promotion du développement durable ?

Animatrice :

Yoriko Meguro, professeur au Département de sociologie, Université de Sophia

Participants :

Arnold Hiatt, président, Business for Social Responsibility

Mats Karlsson, vice-président pour les affaires extérieures et les affaires relatives aux Nations Unies, Banque mondiale

Motariavao Hilda Lini, directrice, Pacific Concerns Resource Centre

Kumi Naidoo, secrétaire général, CIVICUS : World Alliance for Citizen Participation

Questions (formulées par écrit)-réponses

13 h 15–14 h 45

Séances de travail (heure du déjeuner) [voir calendrier des séances dans la version anglaise aux pages 27 à 29]

Calendrier de la Conférence Mercredi 30 août 2000

Séance de l'après-midi :

15 heures–16 h 30

Salle de conférence n° 4

Une vision économique qui réussit : un dialogue

La mise en œuvre des plans d'action des années 90 exige des économies qui soutiennent et favorisent le développement durable à l'échelle mondiale. Les principes économiques actuels n'ont pas été capables d'éliminer la pauvreté; en effet, certains affirment qu'ils favorisent souvent les conflits et exigent un niveau de croissance et de développement qui finira par détruire la planète. Cette contradiction fondamentale doit être résolue si l'on veut que les campagnes de la société civile produisent des effets autres que symboliques. La créativité, la vision et la volonté politique nécessaires pour résoudre convenablement cette contradiction ont jusqu'à présent fait défaut; mais une nouvelle prise de conscience et la vitalité des mouvements de la société civile au niveau mondial pourraient offrir l'occasion de trouver des solutions efficaces au cours des années à venir.

Le groupe de réflexion mènera un débat dynamique sur les options et explorera les initiatives économiques qui pourraient être prises aux niveaux local, national, régional et international pour réorienter les politiques vers un développement économique équitable et durable. Comment combler le fossé apparemment sans fond qui sépare le Nord du Sud ? Comment gérer les aspects indésirables de la mondialisation ?

Animatrice :

Jacqueline Grapin, présidente, Institut européen

Participants :

Carlos Fortin, vice-secrétaire général, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (invité)

Khadija Haq, présidente, Mahbub ul Haq Human Development Centre

Arthur Mbanefo, président, Groupe des 77 pays en développement et de la Chine
(Group of 77 Developing countries and China)

Questions (formulées par écrit)-réponses

Calendrier de la Conférence Mercredi 30 août 2000

Séance de clôture :

16 h 30–17 h 30

Salle de conférence n° 4

Nouvelles responsabilités pour la société civile

Président :

Kensaku Hogen, secrétaire général adjoint à la communication et à l'information,
Organisation des Nations Unies

Intervenants :

Abdelaziz Bouteflika, Président de l'Algérie

Malia Craver, Kupuna pour le Queen Lili'uokalani Children's Center

Ralph Nader, fondateur, Public Citizen

Comité de planification de la 53^e Conférence annuelle DPI/ONG

Présidente :	Dianne Dillon-Ridgley Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines
Coordonnateurs de la Conférence :	Thérèse Gastaut Directrice de la Division des relations publiques Département de l'information du Secrétariat de l'ONU Lyutha Al-Mughairy Chef du Service de la liaison avec le public Département de l'information du Secrétariat de l'ONU Paul Hoeffel Chef de la Section des organisations non gouvernementales, Département de l'information du Secrétariat de l'ONU Helene Hoedl Fonctionnaire de l'information, Section des organisations non gouvernementales, Département de l'information du Secrétariat de l'ONU
Responsable de la collecte de fonds :	Sherrill Kazan Alvarez de Toledo Academia Mexicana de Derecho Internacional
Responsable de la presse :	Eileen Gallagher-Labiner International Federation for Home Economics
Présidente des séances de travail (heure du déjeuner) :	Charmaine Crockett Economists For Allied Arms Reduction
Présidente de la réception :	Joan Levy World Information Transfer
Coordinatrice responsable de l'inscription des participants :	Arlette Leoncavallo Association of Arab-American University Graduates

Autres membres du Comité de planification

Valentine Berberian	Armenian Relief Society, inc.
Kay Greene	International Council of Psychologists
Narelle Townsend	American Planning Association
Elaine Valdov	The International Institute of Integral Human Services
Cora Weiss	Hague Appeal for Peace
Anne Zanes	Peace Links

Service de la liaison avec le public/Département de l'information

Lyutha Al-Mughairy, chef, Service de la liaison avec le public

Section des organisations non gouvernementales :

Paul Hoeffel, chef

Elizabeth Chomiak

Luis Delgadillo

Samar Dimes

Yvonne Duncan

Helene Hoedl

Teddy Keya

Christina Lochow

Holly Tyson

Stagiaires et volontaires

Ursula Baertl

Robin Bose

Patricia Cressot

Désirée de Malleray

Ann Farragher

Tamara Heimur

Rosie Herman

Maria Holmgren

Kyra Lit

Maria Norlin

Sara Öström

Haya Shubailat

Maria Louisa Stokvis

Bettina Wolf

Jae-Sook Yoo